

# Conférence de presse conjointe de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, notamment sur l'action de l'Europe face à la crise économique et financière internationale, à Paris le 24 novembre 2008.

Mesdames et Messieurs,

Bonjour. Je voudrais redire à la Chancelière Angela MERKEL et à la délégation qu'elle conduit, combien, avec le Premier Ministre et les ministres, nous avons été heureux de les recevoir et de cette matinée de travail avant que nous poursuivions, les ministres entre eux autour du Premier Ministre à Matignon et la Chancelière et moi pour un déjeuner, dans la foulée de ce que nous avons fait face à la crise financière.

Si l'Europe a été unie, c'est parce que l'Allemagne et la France ont travaillé ensemble, travaillé ensemble sur les changements qui nous semblaient nécessaires dans le système financier, sur l'opportunité qu'il y avait à obtenir le Sommet international de Washington. Je dois d'ailleurs dire qu'au Sommet de Washington, l'Allemagne et la France ont travaillé sur la même feuille de route pour obtenir les mêmes résultats avec la même volonté.

Ce qui a occupé une grande partie de nos travaux, c'est, bien sûr, la crise économique que nous connaissons et la crise mondiale face à laquelle nous souhaitons agir avec rapidité et avec force au service d'une relance économique appropriée pour chaque pays en fonction de sa situation, et coordonnée. Je crois que nous nous sommes vraiment mis d'accord sur ce point-là. Oui, il faut des mesures face à la crise économique pour avoir le plus rapidement possible une nouvelle croissance. Oui, il faut qu'elles soient coordonnées.

Nous avons également parlé de façon très approfondie du paquet énergie/climat. Je remercie d'ailleurs la Chancelière d'avoir maintenu la volonté de l'Allemagne d'obtenir un accord sur les 3-20 et sur le calendrier, dont je rappelle qu'ils avaient été négociés sous Présidence allemande. Nous sommes pratiquement sur un accord s'agissant des véhicules, sans rentrer dans le détail puisque l'accord devrait être formalisé le 11 décembre au Sommet européen. Et nous avançons également sur l'accord extrêmement compliqué du paquet énergie/climat entre la position de la Commission, la position des nouveaux Etats membres, la position des grands pays industriels comme le nôtre. Mais enfin, allez, les positions se rapprochent et j'ai bon espoir que l'on y arrive. Autre point qui a fait l'objet d'une discussion : le Traité de Lisbonne. L'Allemagne et la France sont sur la même ligne : nous souhaitons le Traité de Lisbonne, de nouvelles institutions pour l'Europe. Nous ferons tous nos efforts pour obtenir le Traité de Lisbonne. Nous nous sommes d'ailleurs mis d'accord sur un langage commun à l'endroit de nos amis irlandais. On sent que les choses aussi se débloquent un peu de ce côté-là. L'excellente déclaration du Premier ministre tchèque, M. TOPOLANEK, et la décision de ratification de la Suède sont des éléments extrêmement positifs.

Enfin, nous avons avancé sur la question de la défense avec un groupe industriel de haut niveau

sur les industries de la défense et nous avons parlé de la brigade franco-allemande. Nous avons en ligne de mire, si j'ose dire, la préparation du Sommet de l'Otan qui sera un sommet organisé à la fois par les Allemands et par les Français avec la nouvelle administration américaine. Là aussi, nous voulons poursuivre le travail qui a été engagé au Sommet de l'Otan de Bucarest où l'Allemagne et la France avaient la même position et cela a été décisif.

Et puis, enfin, nous avons décidé qu'à la fois sur la relance européenne comme sur l'année 2009, la France et l'Allemagne mettront le paquet sur l'innovation et la recherche. Les deux ministres en ont parlé. Nous avons eu le rapport de Claude ALLEGRE que je remercie encore de son excellent travail. Nous voulons faire de la coopération franco-allemande. Nous voulons la mettre au service de l'innovation. De l'innovation également dans le développement durable, la croissance verte, les nouveaux défis qui sont posés.

On veut vraiment que l'Allemagne et la France soient moteurs en la matière et on va faire en sorte que, dans les mois et les années qui viennent, l'innovation et la recherche, avec des projets très précis, les universités, les écoles, la formation des hommes soient au coeur du projet franco-allemand. Il y a vraiment une volonté de notre part de saisir, si j'ose dire, l'opportunité de la crise financière, de la crise économique, de la crise environnementale pour créer les conditions d'une nouvelle croissance durable qui reposera sur la technologie, l'innovation des nouveaux processus de production, et c'est l'Allemagne et la France qui seront au coeur de cette volonté.

Voilà les sujets que nous avons évoqués. Nous sommes très conscients, Mme MERKEL comme moi-même, de la responsabilité particulière de l'Allemagne et de la France pour entraîner toute l'Europe sur le chemin de l'unité. Et c'est cela qui est en cause.

MME ANGELA MERKEL - Merci beaucoup de l'hospitalité qui nous a été réservée. Ce propos introductif nous montre bien que, dans les différents domaines, l'Allemagne et la France coopèrent très étroitement avec de multiples initiatives très pratiques, très concrètes qui rapprochent davantage nos pays. C'est ce que montre également le rapport des secrétaires généraux pour la coopération franco-allemande. En politique étrangère, il y a de toute façon une coopération des plus étroites et il y en sera de même dans les réponses à apporter à la grave crise économique.

A l'occasion de la crise des marchés financiers, nous avons coopéré très étroitement. Nous avons des échanges sur les résultats parce que la situation dans les banques, la situation en matière d'octroi des crédits, ne sauraient nous satisfaire. L'Etat est intervenu mais il y a encore beaucoup à convaincre pour que les banques fassent ce que l'on attend d'elles, à savoir accorder des crédits. Nous allons également trouver une réponse commune, certes avec des instruments différents, pour sortir de la crise économique.

Le 7 novembre, sous Présidence française, nous avons décidé qu'au Conseil européen de décembre, la Commission formulerait des propositions. C'est ce que la Commission est en train de faire. J'ai rappelé que je tenais à un certain nombre de mesures qui ne coûtent pas d'argent. Si, par exemple, on traite mieux les petites et moyennes entreprises, la Commission pourrait obtenir un résultat en assouplissant les règles des « de minimis » ce qui nous permettrait d'améliorer les investissements et certaines aides. Ou bien, sur la question des règles de concurrence dans le domaine des réseaux à haut débit, nous pourrions avoir une véritable poussée de l'innovation en Europe si nous bénéficions d'un peu de flexibilité.

Il y a donc plusieurs mesures qui peuvent être prises et qui ne coûtent pas d'argent. Mais nous avons également eu un échange sur les mesures qui nous semblent les plus appropriées et là, il est clair que chaque pays doit apporter une contribution qui s'articule de façon cohérente avec une réponse européenne aux problèmes économiques.

Nous sommes un marché unique. Nous avons une stratégie commune de croissance en Europe. Il serait désastreux que dans une période où il n'y a plus de croissance, qu'à ce moment là, il n'y ait pas de réponse européenne. Je voudrais, à ce propos, remercier vivement la Présidence française, notamment d'avoir créé toutes les possibilités pour arriver à un accord sur le paquet énergie/climat. L'Allemagne veut soutenir ce qui avait été commencé à l'époque sous Présidence allemande et qui devrait se terminer sous Présidence française, pour que l'on puisse conclure sur le paquet énergie/climat et avoir un signe clair pour Copenhague l'an prochain. Mais il est clair

le paquet énergétique et avoir un signe clair pour Supermages l'an prochain. Mais il est clair que cet aspect énergie/climat ne doit pas se faire au détriment des emplois. Il faut atteindre les objectifs d'une façon qui concilie la protection du climat et la croissance. Je crois que nous avons eu des échanges très fructueux à ce sujet. Je suis tout à fait confiante sur le fait qu'on réussira. Je suis heureuse que le thème de l'innovation ait été un élément central des échanges entre ministres. Si nous faisons quelque chose en Europe, si nous voulons arriver à une réponse commune, nous devons moderniser le continent, le rénover. Il faut saisir les chances offertes par la crise économique. Et là, nous avons un très vaste accord, un très large accord entre nos gouvernements. J'en suis particulièrement heureuse. Merci encore de cette hospitalité et je me félicite de cette bonne coopération.

QUESTION - Madame la Chancelière, quelles sont les principales divergences entre la France et l'Allemagne pour ce qui est d'un programme commun de relance économique ou encore pour ce qui est de la réduction de la TVA dans toute l'Europe ?

MME ANGELA MERKEL - Je ne sais pas pourquoi on pose toujours la question des divergences. Tout d'abord, aujourd'hui, nous avons mis au centre de nos échanges les points communs. Parmi ces points communs, je crois pouvoir dire, en notre nom, qu'une baisse générale de la TVA est peut-être la réponse pour certains pays mais ce n'est pas la bonne réponse pour la France et l'Allemagne. Nous sommes tout à fait en accord sur ce point. Nous aurons encore d'autres discussions sur la façon dont on peut apporter une aide ciblée. L'Allemagne, son train de mesures est en cours d'examen au Parlement. L'Allemagne a mis en place de telles mesures ciblées comme, par exemple, la suspension de la vignette ou des allègements fiscaux pour les artisans. Nous avons apporté un certain nombre de contributions et moi, je souhaite que l'on attende les effets de ces mesures.

Le risque que nous courons un petit peu aujourd'hui, c'est que, chaque jour, et compte tenu d'informations qui ne sont pas toujours faciles, on confond action et précipitation. Je crois qu'il y a une bonne chronologie. Les mesures nationales telles qu'elles ont été décidées, une approche européenne cohérente, protection du climat pour que cela ne coûte pas des emplois mais que l'on puisse, là aussi, concilier économies, emplois et lutte contre le réchauffement. M. STEINMEIER et moi-même nous sommes mis d'accord pour évaluer avec le gouvernement allemand, début janvier, si c'est de cela dont nous avons besoin. Est-ce que la situation a changé ? Est-ce qu'elle est nouvelle ? C'est ce qu'il faut faire et, bien sûr, en étroite coopération entre l'Allemagne, la France et d'autres pays européens.

LE PRESIDENT - Je crois que, là-dessus, les choses sont assez claires. Sur la crise financière, on a agi ensemble. Sur l'analyse de la gravité de la situation économique, on a fait le même constat ce qui a d'ailleurs amené l'Allemagne et la France à prendre, d'ores et déjà, un certain nombre de mesures - je veux parler, de notre côté, de l'exonération de la taxe professionnelle pour tous les nouveaux investissements et de la création d'un fonds d'intervention pour soutenir un certain nombre d'entreprises. Troisième élément, une boîte à outils économique, comme on a fait la boîte à outils financière, pour donner encore de l'impulsion à la croissance. Donc, on est d'accord sur la coordination. On est d'accord sur la nécessité de prendre d'autres mesures. La France y travaille. L'Allemagne y réfléchit.

S'agissant d'une baisse généralisée de la TVA, la France partage l'analyse de l'Allemagne que cette baisse généralisée, elle peut peut-être être adaptée pour certains pays - je pense à nos amis du Royaume-Uni - mais, en ce qui nous concerne, qu'est-ce que nous constatons ? Une baisse des prix. Faut-il faire une baisse de la TVA généralisée alors que nous constatons une baisse des prix ? Est-ce qu'il faut mettre les marges de manoeuvre dont nous disposons, sur la baisse des prix, alors que la baisse des prix a lieu ou sur ce que l'on vient de dire, Angela et moi :

l'investissement, l'innovation, la recherche, les écoles, l'éducation, la formation ? Je crois pouvoir dire, parlant sous le contrôle d'Angela MERKEL, que nous faisons plutôt ce choix-là. Cela ne veut pas dire que l'on juge ce que font les autres. Ils peuvent avoir d'autres ambitions, d'autres demandes. Je suis très attentif et très heureux sur ce qu'a dit la Chancelière sur ce que pourrait être une baisse ciblée, une aide ciblée sur certains secteurs ou une baisse ciblée sur d'autres secteurs. Vous voyez, on discute, on regarde. La situation n'est pas facile. Voilà sur quoi travaille

la France et sur quoi travaille l'Allemagne. Donc, plus de convergences que de divergences, beaucoup plus.

QUESTION - Ma question porte sur ce que l'on attend mercredi de la Commission européenne et des propositions. Ces propositions, selon certaines rumeurs, sont évaluées à 130 milliards d'euros. Est-ce qu'il s'agit concrètement des aides de chaque pays qui vont être additionnées ou est-ce qu'il s'agit d'une autre enveloppe qui serait dégagée au nom de l'Europe des 27 ?

MME ANGELA MERKEL - Autant que je sache, c'est autre chose. Est-ce que nous disons qu'une certaine incitation des investissements par les Etats membres et par la Commission doit se faire ? Là, on dit qu'il faut avoir au minimum 1% du PIB. C'est quelque chose que la Commission pourrait proposer mais cela ne veut pas dire que ce sont des fonds additionnels qui viendraient de Bruxelles. Bruxelles peut accélérer et peut accorder des aides, stimuler des investissements. Comme je le disais, on peut assouplir certaines règles et cela ne coûte pas d'argent. Là-dessus se greffent les mesures nationales. Tout ceci finalement s'exerce sur le même marché. Peu importe que l'on agisse au plan national ou au plan européen, en fonction des compétences européennes. Ce sera un mélange.

Ces 130 milliards, c'est par rapport au PIB européen. Mais ce n'est pas un diktat de Bruxelles. C'est un ordre de grandeur sur ce que l'on pourrait faire et l'Allemagne a déjà engagé une grande partie de ces mesures et, comme je le disais, il faut poursuivre l'examen de cela. Chaque jour, nous avons de nouvelles prévisions économiques. Tous les instituts d'analyse économique changent de prévision pratiquement heure par heure et nous sommes en train d'approuver notre premier train de mesures.

LE PRESIDENT - Nous avons travaillé avec M. BARROSO sur le plan qu'il va annoncer et proposer le 26. Et puis, on doit l'adopter le 11 et le 12. C'est cela la procédure. On a travaillé avec lui. Mais ce n'est pas un plan qui est à côté de ce que font les Etats membres. C'est un plan qui ne sera adopté que s'il est accepté par l'ensemble des Etats membres. Naturellement, nous avons travaillé avant ensemble.

Ce qui me paraît intéressant, c'est l'idée de dire qu'il y a un ordre de grandeur autour de 1% ou 1,5% de point de PIB. Ce qui nous montre bien qu'il faut faire quelque chose. Je veux dire à nouveau mon soutien total à ce qu'a dit Mme MERKEL sur les initiatives que l'on peut prendre en relevant les seuils de « de minimis » ou les effets de seuil sur le calcul de ce qu'est une PME. On peut faire beaucoup sans mobiliser d'argent. Le « de minimis » est très important pour nous avec notamment les pôles de compétitivité. Il y a beaucoup de choses que l'on peut faire.

La coordination, ce n'est pas simplement une coordination entre les Etats. C'est une coordination avec ce que fait la Commission, l'analyse qu'elle peut avoir des circonstances exceptionnelles de l'application du pacte et je pense que, dans les tous prochains jours, la Chancelière et moi aurons l'occasion de prendre une initiative pour bien montrer que nous sommes totalement sur la même analyse.

QUESTION - Madame la Chancelière, Monsieur le Président SARKOZY a annoncé d'autres mesures communes pour relancer l'économie et il a dit : « la France y travaille et l'Allemagne y réfléchit ». Pourriez-vous nous dire à quoi l'Allemagne réfléchit ? Pendant combien de temps l'Allemagne va réfléchir ?

MME ANGELA MERKEL - L'Allemagne travaille à ces mesures, vous le savez. Le gouvernement a approuvé un certain nombre de mesures. Nous sommes dans la discussion parlementaire. Ensuite nous aurons encore une procédure de médiation assez compliquée avec les Länder avant Noël. J'ai bien dit que, lorsqu'il s'agissait d'investissements d'infrastructure ou d'investissements dans des bâtiments publics, il ne faut jamais oublier en Allemagne le niveau des Länder et des municipalités.

Autrement dit, ce que l'Allemagne fait au niveau fédéral, c'est une chose, mais ce qui vient ensuite, en plus, c'est d'un autre niveau. Je crois que, là encore, l'équilibre est parfait. Nous agissons et nous réfléchissons en parallèle. C'est parfaitement possible. Donc, bien sûr, le gouvernement de coalition se réunira là-dessus début janvier et verra si ce que nous avons fait est concluant. Nous avons encore un certain nombre de choses à faire. Par exemple, l'impôt sur le

CO2 des véhicules, il faut parachever cela et ce sera un processus parce que nul ne peut prévoir l'issue de la crise économique de façon définitive. Celui qui le prétendrait se raconterait des histoires. Nous aurons encore beaucoup d'échanges communs, aussi bien sur nos réflexions que sur nos actions.

LE PRESIDENT - Je ne veux aucun ennui avec la presse allemande. Mais si j'avais dit : la France réfléchit et l'Allemagne travaille, je ne suis pas sûr que cela aurait été mieux vu ! Il faut que vous compreniez quelque chose : nos organisations ne sont pas les mêmes. Il y a d'un côté, un pays fédéral, de l'autre côté, un pays qui est plus centralisé. C'est parfaitement facile à comprendre. Quand nous parlons avec le gouvernement allemand, il y a toute l'importance des Länder, des collectivités territoriales. Chacun a son rythme de décision et ses propres problèmes d'organisation à surmonter. Il n'en reste pas moins que notre analyse est la même. J'ajoute que, pour la France, nous attendrons les propositions de la Commission, même si nous avons une idée assez précise de ce qu'elles seront. Nous essayerons d'apporter notre écho, notre force au service de la relance de l'économie européenne et de l'économie mondiale.

J'ajoute un dernier point. On est vraiment décidés, Mme MERKEL et moi, le gouvernement allemand, le gouvernement français, M. François FILLON, à faire en sorte que les décisions de Washington soient vraiment opérationnelles à la fin du mois de mars et au mois d'avril. On n'a pas été à Washington simplement pour parler. On y est allé pour obtenir des résultats. C'est très important, Christine LAGARDE le sait, puisque ce sont des instructions qui ont été données aux ministres des Finances pour le sommet. J'espère qu'il aura lieu à Londres, fin mars, début avril, pour que nous obtenions des résultats. Je dois dire que la Chancelière s'est d'ailleurs battue pour que le mot « hedge funds » se retrouve dans le texte pour que les paradis fiscaux se voient appliquer de nouvelles règles. C'est aussi tout un travail de collaboration entre les Français, les Allemands et nos partenaires européens.

QUESTION - Double question. Sur le plan automobile, est-ce que vous avez parlé d'une coordination avec les Italiens et tous les Européens pour soutenir l'automobile de manière coordonnée et qui n'affecte pas la concurrence ? Et deuxièmement, quelle est votre analyse du risque de déflation ?

MME ANGELA MERKEL - De toute façon, nous ne voulons pas qu'il y ait des mesures qui portent atteinte à la concurrence. C'est pourquoi on a besoin d'un cadre européen et nous ne pouvons pas, purement et simplement, subventionner l'industrie où, sur le continent américain, on voit se déployer différentes activités pour soutenir l'industrie automobile américaine. L'Europe doit voir ce qu'il s'y fait pour pouvoir réagir de façon appropriée parce que je n'imagine pas qu'au bout du compte, ce soit les voitures les moins écologiques qui s'en tirent, du fait d'une distorsion de la concurrence, mieux que les voitures les plus modernes et les plus vertes. L'Europe devra y réagir et donc, il faut attendre un peu pour voir quelle sera notre réaction puisque, pour l'instant, nous ne connaissons pas toutes les mesures qui seront prises. Nous sommes dans une situation où les nouvelles sont difficiles mais il ne faut pas toujours mettre en avant les risques les plus grands. Pendant l'été, on a parlé de l'inflation la plus forte que l'on ait jamais connue. Maintenant, on parle du contraire de l'inflation. Nous faisons tout pour soutenir l'économie et pour agir sur le terrain psychologique, pour que les annonces les plus négatives ne se réalisent pas et nous voulons contribuer à cela dans tout ce que nous faisons.

LE PRESIDENT - Ce qui est sûr, c'est que nous ne laisserons pas tomber l'industrie automobile, c'est une constante en Europe. Je rappelle que pour la France, l'industrie automobile, avec les concessionnaires, c'est 10% de la population active. 10% donc, nous ne les laisserons pas tomber. J'ai cru comprendre, d'ailleurs, qu'en Allemagne c'était exactement la même volonté politique.

Alors ensuite, comment fait-on pour ne pas troubler les règles de la concurrence ? Peut-être que l'on peut aussi réfléchir à des mesures fiscales, peut-être sur des mesures ciblées. On verra. Mais notre volonté, c'est d'aider l'industrie automobile. En ce qui concerne la France, c'est ce que l'on a décidé de faire - n'est-ce pas Jean-Louis BORLOO ? -, s'agissant du moteur électrique et des véhicules propres, avec le bonus. Mais nous ne pouvons pas avoir, d'un côté les Américains qui dégagent un plan de 25 milliards de dollars à la dernière nouvelle de prêts à taux exceptionnels

engagé en plan de 20 milliards de dollars, à la dernière nouvelle, de prêts à taux exceptionnels au service de leurs trois constructeurs et nous, nous retrouver dans une situation où un régime des aides d'Etat nous imposerait de ne pas aider nos constructeurs automobiles européens et, en même temps, de leur mettre des obligations supplémentaires pour construire des véhicules propres £ avec d'autres parties du monde -je ne les critique pas- qui les aident. La volonté d'aider l'industrie européenne et notamment l'industrie automobile, elle est totale. Cela, c'est un point qui nous rapproche complètement.

Alors, est-ce qu'on le coordonne ? Regardez sur le CO2, on ne fait que cela, notamment. Bien sûr que cela est difficile, je ne vais pas mentir. En Allemagne, on ne construit pas tout à fait les mêmes véhicules qu'en France. Mais ce sont des industries. Qu'est-ce que nous voulons Mme MERKEL et moi ? Garder les industries en Europe. Je ne crois pas qu'une économie moderne soit une économie qui fait uniquement le pari de la finance et des services. Les pays européens qui ont fait, il y a 30 ans, le choix de la finance et des services, regardez la situation dans laquelle ils se trouvent aujourd'hui.

Notre ambition, elle, est industrielle £ Allemands et Français. Il y en a d'autres qui sont derrière nous, les Italiens... Mais c'est notre volonté : défendre l'industrie européenne. La défendre en mettant des barrières protectionnistes, nous sommes pour le libre-échange £ mais la défendre en l'aidant par l'innovation, par la recherche, par la technologie. Mais là, c'est encore un autre point commun des Allemands et des Français, nous soutenons notre industrie.

Ecoutez, c'est une bonne conclusion.

Merci à tous.